

## « Mine responsable », un nouvel oxymore

Au moment où se généralise dans la population occidentale la prise de conscience des crimes de l'extractivisme, les élites politiques persévèrent dans leur négationnisme et pour cela surenchérisent dans la « *politique de l'oxymore* ». Dernière invention en date la « *mine responsable* » !

Quelques temps avant, en 2012, les français avaient été gratifiés des pantomimes patriotiques de Mr Arnaud Montebourg. Ignorant tout du sujet minier et donc sans peur du ridicule, l'éphémère ministre du redressement productif tentait d'enflammer les folles dans le registre rhétorique éculé de la 3<sup>e</sup> République pour un illusoire retour à l'indépendance minière nationale. Bien campé dans son numéro de cocorico, il exprimait son vœu le plus cher : « Que la France redevienne un Pays minier ». Fort probablement, dans la future « école numérique » de la République française, l'assommoir Harry Potter aura remplacé le Germinal de Zola.

Après quelques ajustements rhétoriques, l'État récidivait en 2015 avec un autre ministre. Sur un site officiel de la République française réunissant trois ministères, s'énonce l'ambitieux programme pour la France : « Emmanuel MACRON engage la démarche « **mine responsable** » « *L'exploitation minière n'a de sens que lorsqu'elle s'inscrit dans un projet de développement durable des territoires. Le ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, ministre en charge des mines, engage une concertation avec l'ensemble des acteurs économique, institutionnels et associatifs afin de concrétiser le concept de « Mine responsable » défini dans la Stratégie Nationale pour la Transition Écologique et le Développement Durable (SNTEDD) 2015- 2020, adoptée en Conseil des Ministres le 4 février 2015.* »

La littérature en langue française est déjà très abondante aujourd'hui pour dénoncer la criminalité foncière de la mine et il sera impossible ici d'être exhaustif sur ce sujet désormais explosif. Après un bref rappel de rhétorique, contentons-nous de quelques tableaux tirés de l'actualité pour déminer cette nouvelle offensive des autorités.

### Rappels préliminaires, Crime et Rhétorique.

En rhétorique, un oxymore désigne la figure de style réalisée par l'association de deux mots contradictoires pour accentuer l'expressivité du couple : « obscure clarté », « illustre inconnu », « silence éloquent », « tempête de ciel bleu » « fossile vivant »...

En politique c'est le mot oxymore qui est utilisé pour révéler et dénoncer une formule démagogique associant deux termes contradictoire dont l'un cherche à atténuer ou à masquer les effets délétères connu de l'autre : « développement durable », « croissance verte », « mine responsable »...

Lorsque les conséquences sociales et environnementales désastreuses des politiques d'aide au développement devinrent des évidences criantes dans les années 1980 en laissant derrière elles des pays dit « *en voie de développement* » crouler sous des dettes souveraines colossales, les décideurs politiques et bailleurs de fonds transnationaux, se réunirent et inventèrent le « *développement durable* »... Sous cette nouvelle bannière débordante de belles promesses et de bonnes intentions, les peuples des pays du sud endettés durent subir les effroyables « *politiques d'ajustements structurels* » concoctées par le FMI et la Banque mondiale... Ainsi dans ce nouveau décorum de réconciliation de l'homme avec la Terre, les lois économiques purent durablement continuer d'imposer leur logique sacrificielles et

mortifères au social et à l'écologique les deux autres pôles censés être pris en compte dans le fameux triptyque (social, économie, écologie) du dit « développement durable ».

Ce mode opératoire démagogique de la domination où l'on tente de gommer les maux par des mots a été décortiqué et dénoncé en 2009 par le philosophe Bertrand Méheust dans un livre « *la politique de l'oxymore* » « *comment ceux qui nous gouvernent nous masquent la réalité du monde* ».

## **La France à la mine en Afrique**

L'oxymore en politique signale donc une arnaque bien souvent grossière de l'élite lorsque les crimes sociaux et environnementaux évidents ne peuvent plus relever du simple négationnisme. Est-ce le cas de la « *mine responsable* » de Mr Macron ?

Dans le monde réel, la question ne se pose pas ou plus, au moins pour ceux qui ont lu et connaissent « *L'Envers de la Dette* » (1). Avec François-Xavier Verschave et l'association Survie, ils savent que justement derrière la dette (odieuse) qui accable l'Afrique se dissimule la mine. Par ce « *Dossier noir* » de 2001, l'auteur se proposait de décrire dans ses détails sordides « *l'essoreuse des richesses africaines* » associant finance transnationale « *banques honorables* » en Suisse et paradis fiscaux offshore, marchands d'armes et mercenaires, société minières et pétrolières et diplomatie secrète à la française. En reprenant sa métaphore de l'Iceberg, il montrait comment depuis les dites « *indépendances* » la partie immergée de Françafrique a rapidement évolué vers le crime organisé de la « *Mafiafrique* »... Une autre image saisissante de l'auteur résume la situation : « *Le pétrole fait flamber la dette* ». « *La dette apparaît comme une « double peine ». Elle s'ajoute à tous les malheurs et préjudice qu'infligent à la population la razzia, l'extorsion, l'exploitation inique de ses matières premières* »

Deux ans plus tard, après ce dossier noir, en 2003, le Coltan arrivait avec fracas sous les feux de la rampe par un rapport plutôt alarmant du conseil de sécurité de l'ONU : « *L'exportation de la colobotantalite (coltan), dont on extrait le tantale, constitue un exemple précis. Le tantale est utilisé, notamment, pour la production de composants électroniques. En 1999 et 2000, ses cours mondiaux ont monté en flèche, ce qui a entraîné une forte hausse de la production de coltan dans l'est de la RDC. Cette hausse a été en partie le fait de groupes rebelles et d'hommes d'affaires sans scrupules qui ont forcé les agriculteurs et leurs familles à quitter leurs terres, ou qui ont chassé les occupants des terres où on trouvait du coltan et les ont forcés à travailler dans des mines artisanales. L'agriculture a été détruite sur une vaste échelle et les conditions sociales sont devenues très dures, parfois proches de l'esclavage* ».

Si les bailleurs de fond transnationaux insistent sur la face financière de la dette à honorer reste en effet les séquelles environnementales et sociales indélébiles, l'autre dette colossale que laissent derrière elles les activités minières des multinationales. Pour sûr le bilan de la France en Afrique n'est pas des plus reluisants. Depuis plus d'un demi-siècle ses activités minières et pétrolières relèvent plus de la criminalité que de la responsabilité. D'Arliit au Niger à l'Angola en passant par Tchad, le Mali et le Congo, bref l'extractivisme sous toutes ses formes ... l'envers de la dette, c'est le crime et la mine. En Afrique, l'oxymore ne fait aucun doute. Aujourd'hui en effet la question « *dette et extractivisme* » est bien documentée dans tous ses aspects. Crimes et économie de pillage sont la règle dans l'univers des activités minières comme nous l'explique Nicolas Sersiron, président du Comité d'Annulation de la Dette du Tiers Monde, CADTM France (2). Coïncidence notable, le livre est paru en janvier 2015, juste avant l'entrée en scène de Mr Macron.

## **Verdun, « On Dangerous Ground »**

En 2016, l'ONG Global Witness, publiait son rapport « *On Dangerous Ground* » (en terrain dangereux). En ce début de siècle, l'année 2015 s'inscrit comme l'une des plus meurtrières pour les militants écologistes. Pas moins de 185 défenseurs de l'environnement ont été tués dans le monde en un an, un chiffre en hausse de 59% par rapport à 2014. Et il n'y a pas de mystère sur l'origine de ces assassinats, l'extractivisme arrive en première ligne avec les industries minières et forestières.

Bien évidemment les auteurs du rapport sont parfaitement conscients que le chiffre qu'ils présentent se situe très en deçà de la réalité : « *Pour chaque assassinat que nous avons été en mesure de documenter, d'autres n'ont pu être vérifiés, ou n'ont pas été signalés. Et pour chaque vie perdue, bien d'autres sont brisées par l'omniprésence de la violence et de la discrimination (3).* »

Lewis Mumford, l'auteur de « *Technique et Civilisation* », paru en 1934, n'aurait pas été surpris du triste sort réservé aujourd'hui aux écologistes qui s'opposent aux activités minières. Pour lui, la mine est la négation même de l'homme et de la nature. Dans l'histoire des civilisations cette activité est intimement liée à l'esclavagisme et au militarisme. Conscient de cette constante funeste à travers les âges de la technique, Mumford n'a pas de mot assez fort pour illustrer le pouvoir mortifère de la mine et ne les trouve que dans la guerre moderne : « *De toutes les activités dures et brutales de l'humanité, la seule qui puisse être comparée à l'ancien travail de la mine, c'est la guerre moderne des tranchées* » (...) « *Le travail de la mine implique un assaut sans défaillance sur l'environnement physique. Chaque étape magnifie la puissance.* » (...) « *La mine est le premier environnement complètement inorganique créé par l'homme* » « *Aucun arbre, aucune bête, aucun nuage amical ne s'offre à la vue* » « *Le jour a été aboli et le rythme de la nature brisé* » « *C'est un paysage de plomb d'un hiver perpétuel* » (...) « *Guerre, mécanisation, mines, finances étaient de connivence. La mine était l'industrie-clé qui fournissait le nerf de la guerre et augmentait l'encaisse métallique du trésor, le coffre de la guerre (4).* » Bref, si ce n'est pas Verdun, c'est à la mine qu'on trouve ses origines. Lors de la « Grande Guerre », il y eu en effet un véritable déluge tellurique. Les employés des puissances belligérantes réussirent malgré des conditions de travail déplorables à pulvériser quelques milliards d'obus dans la nature environnante. Si ces damnés de la terre, mineurs du champ d'honneur, souffrirent de la faim, du froid, de diverses maladies, de leurs blessures, et de toutes sortes d'humiliations et de privations, les industriels et ingénieurs des mines veillèrent scrupuleusement à ce qu'ils ne manquent jamais de munitions. A la fin de la guerre quelques millions de tonnes de projectiles de tous types et dimensions encombraient encore les entrepôts militaires (5).

## **Le crash au décollage du comité de pilotage**

Après ces deux premiers tableaux, revenons en France et à Mr Macron. Bien évidemment par sa position, sa formation et son brillant curriculum vitae, il n'est pas coutumier de cette littérature révélant les basses œuvres de son pays en terre d'Afrique ni de celle critique sur l'histoire de la technique. Envoyé au feu, l'adoubé du Bilderberg de 2014 a mis les pieds dans le plat. En entrant dans la carrière, le « Young Leader » de la French-American Foundation, devait s'illustrer en rassembleur sur ce dossier devenue hautement sensible en France après la crise des gaz de schiste de 2010. Dans sa mission de meneur du peuple sur la l'American way de la mine, force est de constater qu'il a fait le vide autour de lui. Il faut dire

que pour un début, il n'y est pas allé avec le dos de la cuillère. Gonflé par sa bonne image médiatique et manifestement désinhibé, le ministre s'est permis sans sourciller un doublet d'oxymores : « *mine responsable* » pour le « *développement durable* ». La totale...

A propos de l'extraction de sable coquillé en baie de Lannion, le « Peuple des Dunes en Trégor » avait déjà découvert la tête de mule de Mr Macron. Mais si le ministre est resté sourd aux doléances légitimes des habitants de Bretagne Nord, ne voulant rien entendre ni rien savoir des risques environnementaux de l'extraction de sable, c'est qu'il est depuis longtemps la tête de pont transatlantique de Wall Street dans l'Hexagone. Connaissant un peu mieux l'irréprochable curriculum vitae de notre héraut, le journaliste Jean-Michel Quatrepoint l'inscrit, sans détour, dans la liste déjà longue des « mercenaires » français à la solde des milieux d'affaires étasuniens (6).

Dans les manigances gouvernementales pour la relance des activités minières en France, un comité de pilotage « *mine responsable* » devait se mettre en place dans le cadre global de la *Stratégie nationale de transition énergétique vers un développement durable* (SNTEDD). Tout un programme. Si pour le casting, les acteurs économiques et institutionnels ne présentaient pas de problème, restait la délicate tâche de composition du bouquet associatif.

Pour leur faire gober de la mine, les ONG environnementalistes furent appâtées sur le thème à la mode de la « *transition énergétique* », mais ce fut sans grand succès. D'emblée, en avril 2015, Les Amis de la Terre, flairant à plein nez le parfum funeste d'un Grenelle, déclinèrent l'invitation. Pour cette association, pas question « d'accompagner la « reprise des activités minières en métropole » ».

Quelques temps après, en septembre 2015, ce fut au tour de deux autres ONG, FNE et ISF SystExt (Ingénieurs sans frontières), de quitter le groupe de travail organisé par le gouvernement. Pour ces deux associations qui avaient joué le jeu et participé aux réunions : « *la mine verte n'est pas encore mûre* ». Si elles durent jeter l'éponge pour ne pas se retrouver caution associative de projets désastreux, on sent par la formule prudente de leur communiqué de presse qu'elles gardent le souci de se ménager un porte de réentrée. Au cours de leur brève présence elles furent cependant témoins en première ligne des manigances méthodologique pour exclure la société civile de tout droit de regard sur les activités extractives futures.

A ce stade la « *mine responsable* » a fait long feu. Désormais plus personne n'est dupe... Si même les ONG les plus consensuelles renoncent aux bavardages, la rupture est consommée et le dossier minier reste explosif en Métropole... comme en Afrique. Il faut dire qu'après le précédent enfumage du Grenelle et les permis de forer accordés en douce de Mr Borloo, la crise du gaz de schiste de 2010 a mis le feu aux poudres.

## **L'American Way de la mine**

Si l'Afrique est une bonne entrée en matière premières, il n'est pas certain qu'elle puisse constituer un modèle pour une grande nation industrielle comme la France, libre et capable de décider en pleine souveraineté de sa politique minière et énergétique. Il en va de même de l'Amérique latine avec ses « *veine toujours ouvertes* » comme le montre, à la suite d'Eduardo Galeano, Anna Brednik dans son livre « *Extactivisme* (7) ». Signalons que c'est sur ce continent que le rapport « *On Dangerous Ground* » dénombre les trois quarts des meurtres pour l'année 2015. On peut aussi écarter la Chine, grande puissance économique certes, mais tristement célèbre pour ses prouesses minières éminemment irresponsable, notamment en matière de « terres rares ».

Alors à tout seigneur de la mine tout honneur... Puisque notre Young Leader rêve d'Amérique et que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la France s'est accrochée au char triomphal de la croissance économique sur modèle de l'American way, allons voir ce qui ce passe à la mine outre-Atlantique.

Nous avons déjà abondamment parlé des gaz de schiste dans un livre (8). Puis un article récent « *Gaz de schiste, la victoire à la Pyrrhus de Big Oil* » a dressé un tableau du paroxysme de délinquance environnementale de cette activité pétrolière sensée, pour ce siècle, sauver l'Amérique de la panne sèche.

Malgré le tapage médiatique sur l'immense potentiel énergétique de ce nouvel Eldorado, le « boum du gaz » n'a pas détrôné le charbon de sa première place dans la production d'énergie des Etats-Unis. Si durant les années du Plan Marshall, les compagnies pétrolières étasuniennes faisaient leur beurre en gavant la vache à lait française avec du pétrole saoudien, les Etats-Unis eux restèrent paisiblement accros au charbon. Juste avant la ruée sur la roche mère, paradoxalement dans ce grand pays pétrolier, le charbon représentait 48 % de la production d'énergie, alors que pour le monde en ordre de grandeur et chiffres ronds : le pétrole arrive en tête avec 30 % de la production, suivi du charbon 25 % et en troisième position avec 20 % pour le gaz.

Il se trouve justement qu'au moment où Mr Macron lançait sa démarche « *mine responsable* », en Février 2015, Le Monde Diplomatique offrait à ses lecteurs et lectrices un tableau grandiose des « *Appalaches décapitées* » sous les soins diligents des compagnies charbonnières. Considéré du point de vue de l'efficacité extractive et de la rentabilité économique le secteur a été sans conteste métamorphosé par d'immenses progrès techniques. On quitte en effet l'univers confiné et obscur de la mine pour un travail au grand air. Mais si l'on s'éloigne de Verdun, on se rapproche d'Hiroshima. Le « *moutaintop removal* » représente le *nec plus ultra* de la technologie minière. Plus besoin d'aller au charbon dans l'atmosphère humide et malsain de la mine c'est le charbon qui jaillit et se précipite directement à l'usine. Sous ce régime, les montagnes se transforment en cratères et des localités entières se métamorphosent en paysage lunaire. La puissance explosive mise en œuvre est proprement cataclysmique. Verdun puissance dix ou selon le mot du président d'une association environnementaliste qui milite pour la fin de cette pratique, elle équivaut à « *une bombe d'Hiroshima par semaine* ». Précisons que son évaluation technique en kilotonnes de TNT ne vaut que pour la Virginie Occidentale et le Kentucky (9).

Bien évidemment la pulvérisation de montagne soulève d'immenses nuages qui retombent sur les villes et villages environnants. S'ils ne sont pas radioactifs ou immédiatement toxique on sait qu'ils véhiculent des particules fines dont la pollution atmosphérique des villes renforcée par les pratiques illicites de l'industrie automobile nous a définitivement confirmé qu'elles sont insidieusement cancérigènes et mortifères, comme les retombées des essais nucléaires.

Comme nous l'a appris la ruée sur les gaz de schiste, on sait aussi qu'il y a du grisou ou « *gaz de couche* » dans le charbon et l'on ose à peine imaginer les quantités de gaz à effet de serre libérés dans l'atmosphère par le summum de la technologie minière au grand air.

Aux Etats-Unis deux choses sont sûre et réellement spectaculaire, récemment confirmées par « l'Halliburton loophole », l'échappatoire législatif dispensant l'industrie des gaz de schiste à respecter la loi sur l'eau potable, « *Safe Drinking Water Act* ». D'abord la mine est responsable de ravages environnementaux durables et d'une crise sanitaire majeure passé sous silence avec la complicité passive et parfois active des autorités fédérales. Ensuite tout se passe dans la stricte légalité car quel que soit le pensionnaire à la Maison Blanche ou la

majorité au Congrès, ce sont les compagnies minières, charbonnières et pétrolières qui possèdent le territoire, écrivent les lois et qui assurent l'argent de poche des candidats en campagne électorales. Et pour que tout se passe bien dans le meilleur des monde, de puissantes agences de lobbying et de « relation publique » se chargent de tout : masquer les crimes environnementaux à la population, maquiller les transnationales en organisme de bienfaisance, assurer leur blanchiment écologique, corrompre les fonctionnaires et éliminer ceux un peu trop consciencieux, écrire les lois favorables (dite libérale) et les faire voter... Une gigantesque « *industrie du mensonge* » est à l'œuvre pour tromper le peuple dans cette Grande Démocratie (10). En Amérique comme en Afrique, l'oxymore ne fait aucun doute.

### **Transfert d'intelligence « voilà pourquoi on meurt »**

Comme Mr Montebourg, Mr Macron n'est en définitive qu'un rouage du vaste dispositif médiatico-politique national. Et, dans cet appareillage d'interface de la société du spectacle, il n'y a pas de mystère, les pantomimes de deux personnages turbines au service des grands projets technologiques inutiles imposés par Big Data et l'Oncle Sam. Dans une folie collective, partout en France les élites et les édiles rêvent de *Silicon Valley* et la flamme soudaine de Macron pour la « *mine responsable* » s'intègre dans le new deal historique de fuite précipitée dans le « *tout numérique* ». Transférer l'intelligence vers les machines et faire des écrans l'horizon indépassable de chaque individu pour toutes les activités et en toutes les circonstances. L'Age du « *binary digit* » généralisé aux objets ouvre en effet des perspectives de fuite virtuelles spectaculaires et en de telle circonstances vertigineuses Mr Macron sait garder la tête froide et les pieds sur terre. Car loin de dématérialiser l'économie, l'envers de l'invasion numérique c'est la mine, l'ère de l'extractivisme à outrance... et des crimes.

Bientôt, le projet cher aux grands groupes industriels et Géants du Net de « *l'école numérique* », porté par leurs dévoués personnel politiques, va sortir des cartons. De la même façon on sait à quel point nos élites se décarcassent pour que vive la voiture électrique, intelligente et bientôt autonome... On connaît la volonté aussi farouche qu'inutile mais suspecte des décideurs industriels pour le transfert d'intelligence aux compteurs d'électricité et de gaz... Mais là ne s'arrête pas la fuite dans la démesure numérique, d'autres projets, encore plus grandioses, serpentent dans les méninges des grosses têtes pensantes, comme par exemple la « *route de 5<sup>e</sup> génération* » intelligente, interactive, dépolluante, écologique, autoréparable, antibruit, anti-bouchon et à énergie positive (11). L'invasion de l'espace aérien par les drones de tout type : militaire, commercial, de surveillance et de répression se profile à l'horizon dans l'Hexagone comme c'est déjà le cas dans les zones sous contrôle étasunien...

Bref, le transfert massif d'intelligence vers les machines, les objets et l'espace environnant tel est le mythe fondateur de la nouvelle économie... et « *voilà pourquoi on meurt* » au Congo Loin de toutes ces visions futuristes pour le 3<sup>e</sup> millénaire, en janvier 2016, deux ONG, Amnesty International et African Resources Watch (Afresource) nous tirait sans pitié de notre « *american dream* » pour nous remettre sur la piste de la mine en Afrique. Pour ce safari de l'extrême dans le berceau de l'humanité, le titre du rapport ne faisait pas dans l'euphémisme, d'emblée le lecteur est mis au parfum sur les activités minières dans la République démocratique du Congo (RDC) : « *Voilà pourquoi on meurt* ». « Les atteintes aux droits humains en République démocratique du Congo alimente le commerce mondial du Cobalt (12). ». L'innocent coupable, mobile du crime, apparaît à la fin du long sous-titre : le Cobalt, un élément chimique de la série des métaux de transition dont le numéro atomique est 27. Dans la classification périodique des éléments il se trouve donc en première ligne entre le Fer

et le Nickel. Sans être une « *terre rare* », on découvre par le crime que ce métal est hautement stratégique pour les industries de mise en bit du monde. On imagine à peine les besoins colossaux que les seuls grands projets « *d'école numérique* » et de voiture électrique peuvent générer. Par ce rapport les ONG révélaient que des enfants, au péril de leur vie, descendent aujourd'hui à la mine, comme au temps glorieux du capitalisme « paléo-technique » de l'Angleterre victorienne. Aussi sordide qu'elle soit cette réalité du travail des enfants, ne doit cependant pas masquer l'hécatombe. Depuis le début des années 2000, quelques 3,5 millions de personnes en RDC trouvèrent la mort dans les violences perpétrées par des groupes armés censés protéger l'extraction des minerais aux profits des multinationales...

Sans surprise dans l'euphorie numérique des élites de la République, le rapport à sa sortie n'a pas eu l'écho espéré par les ONG. Alors en automne 2016, Amnesty International tentait d'en remettre une couche en s'invitant au Mondial de l'automobile. Mais là encore, il semble que dans son rôle du trouble-fête, elle n'ait pas obtenu plus de succès. Notons au passage que pour cette vieille ONG du temps de la Guerre Froide, il s'agit d'une première et d'un véritable virage stratégique. D'habitude elle se contentait de dénoncer les crimes des dictatures sans forcément faire le lien avec les commanditaires transnationaux et les bénéficiaires occidentaux. Là on a la totale, avec un véritable crime de lèse-majesté contre le symbole de l'américan way : « Voitures électriques : polluées par le travail des enfants (13) ? » Même avec un point d'interrogation, l'attaque d'Amnesty International est frontale.

Les constructeurs automobiles étaient en train de tourner la page du « *Dieselgate* » et se montraient plein de dynamisme en prenant le virage du « tout électrique ». Au cours de cette communication événementielle internationale, les communicants débordèrent de bonnes intentions, le moteur « sale » et cancérigène au Diesel fut mis en sourdine le temps de la fête pour laisser la vedette au moteur « propre » des voitures électriques.

Inutile de noter l'imposture pour au final subir le sort de Cassandra... D'autres auteurs très compétentes dans leur domaine ont déjà sabré les illusions renouvelables de la « *croissance verte* » et de « *l'économie circulaire* » ; parmi elles, Philippe Bihouix, l'auteur de « *l'Age des Low tech* » en 2014. Cet ingénieur, spécialiste de la finitude des ressources minières et de son étroite interaction avec la question énergétique, s'est récemment associé à avec Karine Mauvilly, historienne, pour dénoncer « *Le désastre de l'école numérique (14)* ».

Bien sûr, l'invasion numérique ne représente que l'aspect sommital et le versant occidental de la criminalité de la mine. Très en amont des superstructures informatiques de la Société du spectacle, il faut aussi noter pour toutes les activités minières la vampirisation de l'eau douce et la destruction-pollutions durables des aquifères, comme on le sait pour gaz de schiste et comme le rappelle de manière générale un rapport de 2015 de l'Observatoire des multinationales « *Droit à l'eau et industries extractives, la responsabilité des multinationales (15)* ».

### **« Libérer l'Avenir » Ivan Illich**

*« Les symptômes d'une crise planétaire qui va s'accéléralent sont manifestes. On a de tout coté cherché le pourquoi. J'avance pour ma part l'explication suivante : la crise s'enracine dans l'échec de l'entreprise moderne, à savoir la substitution de la machine à l'homme »*

Dans les années 1970, l'informatique restait réservée à l'arme atomique. L'invasion numérique n'avait pas encore atteint directement la société civile. Cependant Ivan Illich, l'auteur de la « *Convivialité* », situait exactement l'origine du désastre planétaire. La situation a bien sûr empiré depuis... et n'a fait que confirmer son diagnostic. De l'aspect mécanique du

remplacement de l'homme par la machine on est passé à l'aspect neurophysiologique avec le projet de substitution-soumission de l'intelligence humaine par l'intelligence artificielle.

Avec les multiples briques de la classification périodique des éléments, Big Data, GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) les Géants du Net et les autres construisent l'empire numérique de ce siècle... ou la Tour de Babel du 3<sup>e</sup> millénaire. Même si cette fois-ci le langage numérique est unique, on sait déjà que sont les briques, les éléments chimiques stratégiques, qui risquent de manquer à l'édifice.

Pour conclure à la suite d'Ivan Illich répétons notre résultat qui à ce stade d'avancement des dégâts n'est plus qu'un constat. Nous étions partis d'une question de rhétorique sur la nature de la mine et nous avons découvert un crime et son mobile. Un serial killer classe affaire hante la planète. Le projet orwellien du « *New Digital Age* » avec le transfert généralisé d'intelligence artificielle à tous les objets en substitution et confrontation à l'intelligence des êtres vivants, impose un extractivisme à outrance généralisé à la planète. L'impérialisme numérique « *voilà pourquoi on meurt* » aujourd'hui en Afrique, en Asie et en Amérique latine... et probablement demain en Europe...

Novembre 2016

Jean-Marc Sérékian, co-auteur avec Jacques Ambroise de « *Gaz de schiste le choix du pire* »  
« *La grande Guerre à l'ère du déclin pétrolier* » Ed. Le Sang de la Terre 2015

- (1) François-Xavier Verschave, « L'Envers de la Dette » « criminalité politique et économique au Congo-Brazza et en Angola » Ed. Agone 2001
- (2) Nicolas Sersiron, « Dette et Extractivisme » Ed. Utopia Janvier 2015
- (3) Le Monde, mardi 21 juin 2016, Pierre Le Hir « *2015 année meurtrière pour les militants écologistes* » « *des meurtres surtout liés aux industries minière et forestière* »
- (4) Lewis Mumford « Technique et Civilisation » 1934, Ed. Seuil 1950
- (5) Daniel Hubé « Sur les Traces d'un secret enfoui. » « Enquête sur l'héritage toxique de la Grande Guerre » Ed. Michalon 2016
- (6) Le Monde Diplomatique, Novembre 2016, Jean-Michel Quatrepoint « Des missionnaires aux mercenaires »
- (7) Anna Brednik « Extractivisme » Ed. Le Passager clandestin 2016
- (8) Jacques Ambroise, Jean-Marc Sérékian « *Gaz de schiste le choix du pire* » Ed. Le Sang de la Terre 2015.
- (9) Le Monde diplomatique, février 2015, Maxime Robin : « Les Appalaches décapitées par les marchands de charbon »
- (10) Sheldon Rampton - John Stauber « L'Industrie du mensonge *Relations publiques, lobbying & démocratie* » Titre original : *Toxic Sludge Is Good for You ! Lies, Damn Lies and the Public Relations Industry* (Common Courage Press, 2004, 2005, 2007) Traduit de l'anglais par Yves Coleman, Ed. Agone 2012
- (11) Revue Pour la Science Avril 2015 « Les routes de 5<sup>e</sup> génération »  
Droit à l'eau et industries extractives, la responsabilité des multinationales
- (12) Amnesty International et African Resources Watch (Afrewatch) « Voilà pourquoi on meurt » « Les atteintes aux droits humains en République démocratique du Congo alimente le commerce mondial du Cobalt. »

<https://www.amnesty.org/fr/documents/afr62/3183/2016/fr/>

(13) Amnesty International, 30 septembre 2016, « Voitures électriques : polluées par le travail des enfants ? »

<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2016/09/electric-cars-running-on-child-labour/>

(14) Philippe Bihouix, Karine Mauvilly, « Le Désastre de l'école numérique » Ed. Le Seuil 2016

(15) Observatoire des multinationales, « *Droit à l'eau et industries extractives : la responsabilité des multinationales* » rapport rédigé par Olivier Petitjean

[http://multinationales.org/IMG/pdf/rap\\_obs.pdf](http://multinationales.org/IMG/pdf/rap_obs.pdf)